



Elections européennes 2014: Pour une Europe des Droits de l'Homme

Bruxelles, le 5 mars 2014

Au cours du mois de mai prochain, se dérouleront les élections au Parlement Européen. Dans ce contexte, nous, organisations membres de l'Association Européenne pour la défense des Droits de l'Homme (AEDH) manifestons notre énorme préoccupation face à la dérive actuelle de l'Union européenne et de ses institutions.

Les citoyens européens assistent à la préparation de ces élections avec peu de conviction, tant les institutions européennes paraissent toujours plus lointaines des besoins et des préoccupations de la population, et sont perçues comme étant l'origine directe de la perte et de la réduction de droits durement acquis.

La croissante subordination de la politique européenne et de ses dirigeants aux pouvoirs économiques et financiers est à l'origine de cette perte de confiance, et du rejet de l'UE par ses citoyens. Depuis le début de la crise économique, née de l'avarice et de l'absence de contrôle du secteur financier, l'UE a uniquement mis en place des politiques économiques d'austérité à outrance, avec, comme objectifs, le paiement de la dette, et la réduction drastique des déficits.

Les conséquences en sont visibles : hausse du chômage et de la précarité dans toute l'Europe, augmentation de la pauvreté et des inégalités, destruction des services publics de base comme, par exemple, l'éducation et la santé. Tout cela a eu une incidence particulièrement forte dans les pays de l'Europe du sud, dont l'économie se trouve affectée au point que se développe une catastrophe sociale sans précédent.

Ce sont les droits économiques et sociaux qui, en général, sont les plus touchés par ces politiques fondées uniquement sur la volonté de servir les intérêts des banques, des grandes firmes transnationales, et du secteur financier, au détriment des personnes et en oubliant leurs droits.

Il n'est donc pas étonnant de constater la désaffection qui caractérise la manière dont les citoyens européens perçoivent les prochaines élections. Ils ne se sentent pas impliqués, car les idées fondatrices du projet européen sont largement oubliées si ce n'est même démantelées.

Il n'est pas non plus étonnant que, dans ce contexte de désorientation et de désenchantement, se développent de manière alarmante les nationalismes, et que soient bafoués des fondements de l'UE, tels que la liberté de circulation entre les Etats membres. Et c'est le concept même de citoyenneté européenne qui, lentement se vide de son sens.

Les libertés publiques et les droits civiques et politiques s'érodent, comme le prouvent les cas d'espionnage massif de données personnelles et les violations du droit à la vie privée.

Il en va de même pour les droits des femmes remis en cause dans certains pays, ce qui donne à d'autres une justification pour ne pas aller de l'avant, et, au contraire, maintenir l'inégalité et la discrimination.

Le principe du droit d'asile, autre fondement de l'Union, est lui aussi en train d'être dénaturé peu à peu, réservant aux migrants un traitement cruel et inhumain. L'Europe se transforme ainsi en une forteresse, construisant à ses frontières des murs toujours plus hauts.

Dans ce contexte, un populisme agressif promouvant des idées xénophobes et anti-européennes, se développe dangereusement vite, au risque de tenir un rôle non négligeable au sein de l'Assemblée qui sera élue en mai.

Mais tout cela pourrait pourtant en aller différemment !

C'est avec cette profonde conviction que nous, organisations qui composons l'Association Européenne pour la défense des Droits de l'Homme, avons mis en œuvre la campagne « **Une Europe des droits : ici, maintenant, et pour tous** ». Par ce moyen, nous voulons rappeler aux élus politiques que, s'ils sont ici, c'est pour défendre les droits des personnes. Qu'ils ne peuvent pas laisser ainsi se construire un monde dans lequel les individus sont au service du pouvoir, du profit, et des bénéficiaires, dans une économie de « casino ».

Nous souhaitons leur rappeler que la politique économique consiste à donner à toute personne un toit, un travail digne, un accès à l'éducation égal pour tous, un accès universel à la santé. Il est temps de promouvoir les droits économiques et sociaux dont la destruction ne sert que les revenus scandaleux de quelques-uns. Il est temps de défendre les droits civiques et politiques au lieu de tenter d'éviter la protestation et la mobilisation citoyenne et de rendre l'Europe inaccessible à ceux qui lui demandent accueil et refuge.

Nous voulons un autre discours et d'autres actions ! Nous voulons qu'ils fassent preuve de loyauté, qu'ils nous rendent des comptes, qu'ils ne négligent pas les besoins de la population, qu'ils ne négligent pas l'éthique en adoptant des comportements méprisants, qu'ils humanisent la vie, qu'ils ne laissent pas la porte ouverte aux tentatives politiques autoritaires, qu'ils cessent de fermer les portes au libre exercice des droits des personnes. Nous, AEDH, considérons que nous ne pouvons pas laisser tout cela dans les seules mains des élus politiques. Ainsi, cette campagne se veut également être un appel à la citoyenneté, à l'implication et à la mobilisation sociale, unique moyen pour construire une Europe des droits, de la justice, et des libertés.



**Liga
voor de
Rechten
van de
Mens**



Ligue
des
droits de
l'Homme



ADHR Bulgaria
adhr-bg.org



Liga Portuguesa
dos Direitos Humanos - Civitas



Ligue des Droits de l'Homme
Action Luxembourg Ouvert et Solidaire

AEDH, Association Européenne pour la défense des Droits de l'Homme
33, rue de la Caserne. B-1000 Bruxelles
Tél : +32(0)25112100 Fax : +32(0)25113200 Email : info@aedh.eu

L'Association Européenne pour la Défense des Droits de l'Homme (AEDH) regroupe des ligues et associations de défense des droits de l'Homme des pays de l'Union Européenne. Elle est membre associé de la Fédération internationale pour la défense des droits de l'Homme (FIDH). Pour en savoir plus, consultez le site www.aedh.eu.